

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 16 - 1 FRANC - 18-8-1971

**LA HAUSSE
DES PRIX
EST-ELLE
INÉVITABLE ?**

REVUE DE LA PRESSE

LA RÉPUBLIQUE DES CHÈQUARDS

Excellent titre dans « Minute », cette semaine : **La République des chèquards**. Brigneau y vitupère contre la chienlit démocratique telle qu'elle se révèle au travers du récent scandale de « la Garantie Foncière ». Frenkel aurait en 1969 financé la campagne électorale de Pompidou. On parle d'un chèque de 180 millions...

« Nous avons beau savoir que le suffrage — surtout à l'échelle de la nation — naît de l'argent nous avons beau savoir que celui qui n'en a pas n'aura pas d'électeurs et, par conséquent, que le candidat à l'élection ira finalement chercher, ici ou là, la garantie, foncière ou non, de son succès ; nous avons beau savoir, depuis longtemps, que l'argent et la puissance politique se mêlent intimement, que l'homme politique ne rend pas de service sans en attendre un soutien et que l'argent ne le soutient pas sans en espérer de service... nous avons beau savoir tout cela, il ne nous apparaît pas moins inacceptable que l'homme qui représente la France — mais pour qui, après tout ? — ait reçu dans sa caisse noire, 180 millions d'une compagnie de larrons. »

Brigneau a raison de s'indigner. Au passage, dans sa juste colère, il met même l'accent sur l'essentiel, c'est-à-dire sur le caractère foncièrement corrompue de la démocratie. Mais c'est essentiellement là-dessus qu'il faudrait insister. Par delà les hommes il y a l'institution, le système. L'indignation qui ne mène pas à conspirer contre lui ne sert à rien. Et puis il faut savoir ce qu'on va mettre à sa place. Une république d'honnêtes gens ? Impossible ! Alors un régime totalitaire ? Voilà justement le panneau dans lequel il ne faut pas tomber ! Entre l'anarchie des démocraties pourries et la tyrannie des fascismes blancs ou rouges, il y a place pour une institution qui concilie la justice et les libertés ! Contre la république des chèquards, la monarchie !

CHINE - U.S.A.

Quelle est la signification exacte de la mission Kissinger en Chine et de l'entrevue annoncée entre Nixon et Mao ? Pour Raymond Aron (« Figaro » du 12 août), c'est la fin du bipolarisme. Les Etats-Unis reconnaissent à la Chine sa place de troisième grand, et le Japon ne saurait attendre longtemps sa propre entrée dans le club des superpuissances !

Deux raisons fondamentales expliqueraient la « bonne volonté » chinoise. Première raison :

« Mais si les dirigeants chinois, qui avaient interrompu les rencontres de Varsovie au moment de l'entrée au Cambodge des troupes américaines, se préparent à recevoir le président américain en personne, ce n'est pas seulement parce que celui-ci leur offre un éclatant succès diplomatique, c'est aussi qu'eux-mêmes ne doutent plus de la conversion américaine, non par retour à l'isolationnisme mais renonciation à la suprématie mondiale. Le géant américain, auquel ses adversaires soviétiques attribuaient plus de jambes que de tête, a perdu de ses ambitions impériales. Il a gagné, en contrepartie, de la conscience

ou plutôt de la mauvaise conscience. »

Les Etats-Unis seraient-ils sur la pente du déclin ? Les exploits des cosmonotes pourraient infirmer cette opinion, mais la puissance d'un pays se mesure surtout à son rayonnement et à sa force d'emprise sur les pays du globe.

Une seconde raison pousse les Chinois, toujours selon Raymond Aron, à un rapprochement diplomatique.

« En dépit des pourparlers conduits à Pékin en vue de normaliser les relations d'Etat à Etat, l'armée soviétique, aux frontières de la Chine, n'a été ni retirée, ni réduite. Les dirigeants de la Chine populaire, depuis deux ans, ont multiplié les préparatifs en fonction de l'éventualité d'une guerre avec l'Union Soviétique.

« Alors qu'au sud, les soldats américains s'en vont, et qu'au nord, les soldats russes, divisions blindées et fusées à tête nucléaire restent sur place, comment s'étonner que l'Union Soviétique, le révisionnisme, selon le langage idéologique, devienne provisoirement, selon le mot de M. Tatu, "l'ennemi principal" ? »

Les données de la politique internationale sont donc en train d'être modifiées. L'Asie entre en scène.

LA CRAINTE DU JAPON

Il ne faudrait pas croire pourtant que l'Asie présente un front uni. Toute son histoire nous montre que les intérêts et les appétits s'y sont toujours affrontés. Ainsi, face à la Chine, se dresse cette superpuissance économique : le Japon. Justement dans le « Nouvel Observateur » (9 août), Jean Lacouture rapportait les propos de Chou En lai sur un éventuel réarmement japonais, propos tenus à lui lors d'une soirée à Pékin.

Atomique ou non, le réarmement japonais prend toute évidence selon notre hôte, une ampleur que devraient lui interdire les stipulations de la constitution japonaise. Mais ce qu'il dénonce maintenant avec force, c'est l'évolution qui s'opère chez les dirigeants américains dans un sens clairement favorable aux militaristes de Tokyo. A ce sujet, le discours de M. Melvyn Laird, secrétaire à la Défense, au retour de son voyage en Corée du Sud et au Japon, paraît, pour M. Chou En lai, constituer un avertissement grave. Tant en ce qui concerne la radicalisation de la « doctrine de Guam » (« Que les Asiatiques se chargent de lutter contre les Asiatiques ») que le renforcement des alliances militaires entre Washington et ses satellites asiatiques ou le réarmement accéléré du Japon, le ministre américain n'a cessé de faire planer des menaces et de préparer un dispositif de combat, soutient M. Chou En lai, qui ajoute, non sans mélancolie, que ce n'est qu'en une sorte "d'appendice" de son discours que M. Laird a parlé de négociation. »

Dans une série d'articles du « Monde », Robert Guillaud insistait lui aussi sur la volonté chinoise d'éviter un encerclement du côté du Japon et de l'Union soviétique. La planète conçue à Yalta a vécu...

Jacques BLANGY.

LA

L'augmentation récente des tarifs des services publics remet à l'ordre du jour de l'actualité, le problème de la montée des prix qui se pose d'une façon aiguë depuis plusieurs mois. Déjà, au printemps dernier, le ministre des Finances avait tiré la sonnette d'alarme et demandé que des efforts soient accomplis tant pour réduire les coûts salariaux au niveau des entreprises que pour stabiliser les marges au stade de la distribution des produits. Il ne semble pas, pour l'instant, que Giscard ait été entendu de nos concitoyens. En revanche, il est surprenant qu'un ministre prédicateur d'économies accepte allégrement des hausses brutales de tarif dans le secteur public et nationalisé dont l'importance, ne l'oublions pas, est considérable dans l'ensemble de l'économie. La place que l'Etat y a prise depuis les nationalisations prolongées par ses interventions multiples et grandissantes est aujourd'hui telle qu'il serait vain de nier les répercussions qu'entraîne nécessairement sur l'économie tout entière une variation sensible des prix dans les services de l'Etat. On voit donc mal comment Giscard peut freiner l'inflation dans le même temps que les prix des services publics s'accroissent en moyenne de plus de 10 %.

CONTINUITÉ DEPUIS 1968

En vérité, il faut remonter au lendemain des événements de mai pour découvrir au sein de nos instances dirigeantes du pays l'acceptation d'un climat inflationniste. Jusqu'alors, en réaction d'ailleurs contre la IV^e République, la doctrine officielle de la V^e République professait le dogme de la stabilité des prix, de la croissance modérée, des augmentations de salaires contenues dans les limites étroites de la politique des revenus. Cette préoccupation constante s'était traduite tant dans la lettre adressée en 1961 par Michel Debré au président du C.N.P.F. que dans l'application du Plan de stabilisation (1963-1966) ou des contrats de programme (1966-1968). L'explosion de mai 1968 s'étant accompagnée d'une élévation brusque des sa-

A NOS LECTEURS

Nous avons à présenter nos vives excuses pour l'erreur de pagination que nos lecteurs ont pu constater dans notre précédent numéro. Nous présentons nos excuses également pour la faute des pages centrales : Christianisme et Romanité. En page 6, dans la suite de cet article, une ligne sautée rendait difficile la compréhension du texte. Il fallait lire : **D'AILLEURS, QUI PRONONCE LE NOM DE LA VILLE ETERNELLE NE PEUT QU'ASSOCIER SAGESSE ANTIQUE ET CHRISTIANISME DANS UNE MEME EVOCATION.**

HAUSSE DES PRIX EST-ELLE INÉVITABLE ?

laire, une masse monétaire importante rendue ainsi disponible pour la consommation a été rapidement injectée dans le circuit économique et a grandement favorisé la relance de l'appareil productif malgré la paralysie et la perte consécutives aux semaines de grève. Depuis, le mouvement s'est amplifié.

On peut le comprendre. La conjoncture internationale presse à l'inflation. Aucun des grands pays du monde occidental n'y échappe en ce moment. Au contraire il apparaît même parfois habile de laisser l'inflation se développer car la croissance économique qui l'accompagne s'avère dans certains cas plus étendue que la précédente. Au reste, chacun y retrouve son compte : les entreprises dont la capacité de production s'accroît sous l'effet d'une demande extensible, les salariés, plus sensibles à l'augmentation nominale de leur revenu qu'à l'amélioration réelle de leur pouvoir d'achat, les commerçants qui participent allègrement au climat de hausse et profitent d'un contrôle des prix moins sévère, l'Etat enfin, qui a tout à gagner de cette situation sur le plan de sa trésorerie puisqu'il « récupère » largement en impôts, tant sur le revenu que sur la consommation, l'effet des élévations de salaires et de prix.

UN EXEMPLE : L'ANNÉE 1970

Ainsi, si nous prenons le cas de l'année écoulée, nous nous apercevons, selon les statistiques officielles (I.N.S.E.E.) que la progression de l'indice mensuel des prix à la consommation a été légèrement inférieur à 5 %. Or, ce chiffre a été calculé à partir d'un certain nombre de postes dont plusieurs connaissent des baisses régulières depuis plu-

sieurs années (certains articles électro-ménagers par exemple). Il s'agit donc d'une moyenne compensée, ce qui veut dire que, si l'on fait abstraction des variations de prix en baisse, les hausses proprement dites sont particulièrement marquées. L'opinion publique ne s'en émeut guère et, apparemment les accepte sans réchigner. Pourquoi ?

L'INFLATION, MYTHE SOCIAL

On peut avancer les raisons techniques en réponse à cette interrogation : meilleure qualité, service supérieur, contreparties diverses. Elles ne convaincront guère, car il semble plutôt que le mythe de l'inflation ait succédé à celui de la stabilité.

Sur le plan international d'abord. Certes, la hausse des prix a été, pour 1970, inférieure en Allemagne et en Belgique à celle qu'a connue la France (respectivement 3,7 % et 3,2 % contre 4,7 %). Par contre, elle a été plus nette, voire même beaucoup plus forte aux Etats-Unis (6,2 %), en Italie (5,3 %), aux Pays-Bas (6,3 %) et en Grande-Bretagne (8,5 %). Dans un environnement international aussi significatif, comment les pouvoirs ne seraient-ils pas tentés d'apprécier l'inflation non pas en elle-même mais par rapport au voisin ? L'interprétation actuelle des économies y pousse ainsi qu'à la relativité des concepts économiques dans un système international où la position vis-à-vis des autres a remplacé la référence aux étalons.

Sur le plan interne ensuite. Les salaires ont en moyenne progressé de 10,7 % en 1970. Peu importe que ce chiffre soit très différent de celui qui correspond à l'amélioration réelle du pouvoir d'achat. La réaction psychologique normale du titulaire d'un revenu quel qu'il soit est de considérer a priori la valeur nominale de ce qu'il reçoit. Aussi, la montée des prix lui importe-t-il moins que celle de sa propre rémunération. Tant que cette dernière croît régulièrement, l'inflation

lui paraît inoffensive. En revanche, le blocage des salaires et des prix est très impopulaire car l'impression se répand vite que les revenus sont plus facilement atteints par une mesure de ce genre que les prix dont le contrôle n'est pas toujours commode.

Ce n'est pas tout. Le développement du crédit, qui a pris le relais de l'épargne chère au XIX^e siècle, a fondamentalement bouleversé les conditions matérielles d'existence du corps social dans la quasi-totalité et provoqué un changement de mentalité significatif. Acheter à crédit, c'est accepter l'inéluctabilité de l'inflation qui permettra à l'emprunteur, pense celui-ci, de rembourser le prêteur en « monnaie de singe ». Une opinion bien conditionnée accepte vite cette thèse séduisante et chacun se prend au jeu. Les taux d'intérêt sont majorés en conséquence, les créanciers se garantissent contre la dépréciation monétaire, les débiteurs acceptant les taux élevés d'autant plus volontier qu'ils espèrent en une dévalorisation plus rapide du nominal. Par dessus les uns et les autres, l'Etat prodigue ses encouragements et pousse à l'endettement généralisé.

Dans ces conditions, comment stopper la montée des prix ? Techniquement, des mesures de combat anti-inflationniste existent et sont applicables. Mais qui aurait le courage de les mettre en œuvre ? Un homme politique qui a été astreint à trois ans de « purgatoire » après l'impopularité d'un plan de stabilisation ne saurait s'y résoudre.

L'inflation compte au nombre des illusions socio-économiques engendrées par la démagogie démocratique. Son élimination ne peut résulter que d'un choix imposé par une volonté politique responsable. Celle-ci ne doit pas hésiter à braver l'opinion s'il le faut. Ce n'est pas la démocratie parlementaire qui le peut.

Jacques DELCOUR.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs,
Paris - 1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement 30 frs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpresse
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F.

(Lettre hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom)

demeurant (rue) n°

à (ville) (département)

souscrit un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de
(Tarif normal : 30 F. — Etranger : 42 F. — Etranger avion : 70 F.)

● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)

● chèque bancaire joint

● mandat-lettre joint

Date et signature :

Le Franc dans la tourmente monétaire

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le franc qui depuis 1968 était redevenu une monnaie faible fait actuellement l'objet de convoitises des spéculateurs sur le marché international des mouvements de capitaux. Après le rétablissement du contrôle des changes en novembre 1968, et la dévaluation de 12,5 % en août 1969 on n'osait plus y croire. Que s'est-il donc passé ?

La dévaluation d'août 1969 a permis de rétablir l'équilibre des échanges extérieurs que les séquelles des événements de mai avaient largement contribué à dégrader. Cependant, ses avantages vis-à-vis de l'étranger furent rapidement absorbés tandis qu'intérieurement une vive flambée des prix sonnait définitivement le glas du mythe de la stabilité du franc. Au dehors, le triomphe du dollar était universellement reconnu et les fourcades gaulliennes tombées dans l'oubli.

La situation est aujourd'hui renversée. Le dollar est au plus bas, alors qu'une vive demande se porte sur le franc. Le franc serait-il devenu une monnaie forte ?

Il serait présomptueux de vouloir l'affirmer. Tout au plus peut-on tenter d'expliquer certains aspects de la question présente.

Il convient en premier lieu de réfléchir au thème de la solidité d'une monnaie. Celle-ci ne s'apprécie point dans l'absolu. Elle est nécessairement relative et s'exprime toujours par rapport à d'autres monnaies. Ainsi, en 1968 et en 1969, la confiance mise dans le franc était-elle, pour des raisons principalement politiques, inférieure à la confiance dont jouissaient d'autres monnaies.

Toutefois, ce n'est pas parce que le franc était faible qu'*ipso facto* toutes les autres monnaies étaient fortes. Le problème de la crise monétaire internationale qui tournait autour du dollar restait entier. Or, les difficultés du franc à l'époque en ont marqué la nécessité d'une solution urgente. Faute d'avoir mis au point cette dernière dans les meilleurs délais, la crise s'est à nouveau déclenchée au premier moment favorable.

Comme par le passé, les Etats-Unis ont préconisé la réévaluation du mark pour éviter la dévaluation du dollar. L'Allemagne, instruite par l'expérience malheureuse

de 1961, s'y est refusée et a préféré laisser « flotter » sa monnaie. Le franc qui n'est lié pour l'instant ni au dollar ni au mark peut apparaître temporairement comme une « monnaie sûre ».

La raison est la suivante : toutes ces fluctuations monétaires sont l'expression d'un climat de spéculation généralisée à l'échelle internationale. Les écarts enregistrés dans la structure des taux d'intérêt entre les places financières incitent à d'importants et brusques mouvements de capitaux que l'existence des eurodollars facilite. Dans ce contexte, la France n'est nullement à l'abri car ce n'est pas la solidité du franc en elle-même qui est recherchée, mais sa relative indépendance par rapport aux monnaies fluctuantes. Un minimum de stabilité est en effet nécessaire pour servir de référence à toute action entreprise en vue de retirer des profits des variations enregistrées dans la valeur des monnaies. Mais que demain les spéculateurs trouvent une autre monnaie susceptible de remplir ce rôle et le franc sera alors brutalement remis à sa place normale.

Dans ces conditions, le gouvernement tâtonne et l'on discerne très mal la politique qu'il entend mener. La Banque de France achète massivement des dollars sur le marché des changes. Nos avoirs en devises étrangères se reconstituent rapidement. Le danger de chute brutale n'en demeure pas moins réel pour autant.

On se doit d'être quelque peu inquiet, surtout si l'on considère que de fortes tendances inflationnistes persistent à l'intérieur du pays. La France n'est pas à l'abri d'une nouvelle crise dont on ne voit guère comment elle pourrait la surmonter sans secousses graves. Notre pays a perdu, en matière monétaire, une partie de sa liberté d'action : il doit tenir compte de ses partenaires européens et des Etats-Unis, dont les intérêts sont parfois contradictoires. Cette regrettable situation découle directement de l'acceptation du système économique libéral par les pays occidentaux ; la crise présente apporte au moins la démonstration supplémentaire, si besoin en était, que ce système comporte en lui-même les germes de sa propre destruction et de la ruine des pays qui le supportent.

J. D.

Cinéma

Fanta

En 1966, une équipe de journalistes cinématographiques travaillant sous la direction de Raymond Bellour et Jean-Jacques Brochier terminait un dictionnaire du cinéma peu enclin à la facilité. La sortie de ce livre quelques mois plus tard déchaînait les commentaires les plus divers dans la presse parisienne. Je ne retient-drai que ceux du « Figaro » qui s'étonnait et même s'indignait de l'absence de réalisateurs comme Christian-Jacque, Henri Verneuil ou, crime grave, Claude Lelouch. A la place, on parlait de cinéastes inconnus (des auteurs de l'article) comme Douglas Sirk ou Mauritz Stiller ; et l'on accordait une place importante à deux grands créateurs du cinéma fantastique, Tod Browning et Terence Fisher. C'était proprement déroutant pour les « conservateurs » du 7^e art.

Aujourd'hui, les distributeurs semblent faire un effort dans la même voie, mais hélas à contretemps et avec un manque de discernement affligeant. Pendant des années les films de Terence Fisher étaient « interdits de séjour » dans les salles des Champs-Élysées. Maintenant on y projette n'importe quel « Dracula » à partir du moment où Christopher Lee se déguise en vampire. La masse des spectateurs aura après ça une opinion toujours aussi mauvaise sur le cinéma fantastique. Pourquoi programmer « Les nuits de Dracula », très mauvais remake du « Cauchemar de Dracula » ? ou « Les cicatrices de Dracula » qui ne vaut guère mieux ? Une rétrospective Terence Fisher semblerait plus indiquée. Dans le même esprit, une excellente réalisation de Paul Wendkos, « Satan, mon amour » (titre original « the Mephisto Waltz »), a tenu l'affiche seulement huit jours au Georges V, et cela du 23 au 30 juillet !

Depuis « Rosemary's baby » de Roman Polanski, trois bons films de sorcellerie sont sortis à Paris. « Le grand inquisiteur » de Michael Reeves est certainement le plus marquant par sa violence à la fois extériorisée et contenue. Pas une minute où l'on puisse reprendre son souffle dans cette puissante évocation de l'inquisition qui met les nerfs à vif. A travers une œuvre originale qui devient fantastique parce que la réalité est poussée à l'extrême, Vincent Price peut enfin laisser libre cours à sa nature inquiétante. Entre deux prises de vue, Roger Corman, qui a

astique et cinéma

tendance à utiliser cet excellent acteur d'une façon fantaisiste et peu réfléchie, ferait bien de se pencher sur le cas Michaël Reeves et de se demander pourquoi ce cinéaste a fini par se suicider. Sans doute croyait-il à ce qu'il faisait et ne mettait-il pas un point d'honneur à réduire au maximum les temps de tournage.

Sans arriver à cette extrémité, Terence Fisher est l'un des rares réalisateurs de l'après-guerre à avoir une véritable vision fantastique. Très classique dans sa forme « Les vierges de Satan » reste un modèle du genre par la description précise des rites de désenvoûtement. Si le récit ne présente qu'un intérêt secondaire, la très longue séquence finale où Christopher Lee, pour une fois défenseur du bien, manie avec toute la prudence et l'habileté requises les formules du grand livre de la magie, vaut à elle seule que le film entier soit vu. Pour accroître l'impression d'angoisse profonde, Fisher introduit deux notions philosophiques fondamentales, le temps et la mort, donnant à l'ensemble une dimension essentielle et indiscutable.

Paul Wendkos, pour sa part, suit l'itinéraire inverse. C'est d'une mort purement physiologique qui va naître le processus qui mènera au triomphe du mal. La magie intervient d'abord pour transmettre la spiritualité d'un mort à un vivant. Puis elle devient l'instrument de propagation du mal en même temps qu'elle sert de protection aux initiés vis-à-vis du monde extérieur. L'héroïne de « Satan, mon amour » ne pourra échapper à son sort parce que sa réaction première a été de lutter contre les forces diaboliques. Et son pouvoir érotique sera impuissant devant l'emprise de Satan.

Il faudrait ajouter à ce tableau un film de Vernon Sewell, « La maison ensorcelée » : beaucoup de banalités, mais deux atouts non négligeables, la présence de Barbara Steele, s'exprimant dans sa langue maternelle ce qui est rarissime, et de bonnes séquences, trop courtes hélas, de rites sataniques.

Dans un genre annexe mais intéressant, l'adaptation très libre d'une nouvelle d'Edgard Poe, intitulée « le cercueil vivant », a été réalisée par Gorgon Hessler avec une certaine honnêteté et se laisse voir plutôt agréablement. Enfin, pour terminer, l'œuvre d'un cinéaste français, André Farwagi, doit retenir l'attention. Il s'agit du « Temps

de mourir », interprété par Anna Karina, Bruno Cremer et Jean Rochefort. Ce film est repris régulièrement dans les salles d'« Art et d'Essai », et il le mérite bien. Farwagi reprend les notions de temps et de mort que l'on évoquait plus haut et s'y consacre totalement. Jouant sur l'isolement que procure l'ascension sociale, Farwagi cherche à démontrer que tout individu, aussi puissant soit-il, ne peut non seulement échapper à sa mort, mais n'a aucune possibilité de la retarder, fut-ce d'une seconde. Le facteur temps intervient pour renforcer la démonstration et lui donner une dimension universelle. En effet celui qui va mourir sait ce qui l'attend, et chaque geste qu'il fait pour s'en préserver le conduit inexorablement vers sa mort. Les forces du destin sont trop puissantes pour qu'il arrive par sa volonté à détourner le cours des événements. On rejoint la tragédie grecque vue par l'esprit moderne.

Dominique PAOLI.

Recommandons aux aoûtiers amateurs

Expositions

Arts de l'Islam

Cela fait plus de mille ans que la France est en contact avec l'Islam : non sans heurts violents, mais aussi avec des efforts communs, des amitiés vivaces, et une sourde admiration réciproque. Si on parcourt les salles de l'Orangerie où se tient la première grande exposition d'art islamique à Paris depuis 70 ans, on est fasciné par le langage qu'a su se donner cette civilisation exceptionnelle.

De l'Atlantique jusqu'au Gange, des peuples entiers, aux traditions aussi ancestrales que la Perse ou l'Inde, ont été amenés à constituer une originalité créatrice commune. L'art de l'Islam est un art abstrait, qui proclame la primauté de la couleur sur le relief et de l'ornement sur la représentation. La calligraphie y

de cinéma une certain nombre de reprises, venues à point pour compenser la quasi nullité des films dernièrement sortis (à éviter surtout : « Quelqu'un derrière la porte » de Nicolas Gessner, avec C. Bronson et A. Perkins) :

LE BAL DES VAMPIRES

Une parodie draculienne signée Roman Polanski. (Studio des Acacias, tous les soirs à 22 heures.)

LE SAMOURAI

Un des meilleurs films de Jean-Pierre Melville. (Avec Alain Delon.)

TOM JONES

L'Angleterre à la fin du XVII^e siècle vue par Tony Richardson.

FESTIVAL MARLENE DIETRICH

A signaler en tout premier lieu « L'Impératrice rouge » de Joseph von Sternberg.

Et toujours en exclusivité :

MORT A VENISE

De Luchino Visconti.

DES INSECTES ET DES HOMMES

Documentaire américain de W. Green.

déploie le caractère sacré de l'écriture annonçant la parole prophétique. Les tapis orientaux, les céramiques, les bronzes persans et arabes, les ivoires, les brûle-parfums témoignent pour une civilisation qui a su allier la transcendance divine au bonheur de vivre.

Cette exposition ne doit pas être ignorée. Elle vient poser, devant nos yeux toujours étonnés et souvent éblouis, l'immense question de l'ordre islamique.

C. F. E.

(« Arts de l'Islam ». Exposition à l'Orangerie - Paris jusqu'au 30 août.)

LA STRATEGIE DU COUP DE FORCE EN 1971

2. Les mass-media dans le combat d'A. F.

La semaine dernière, nous avons examiné les conditions nouvelles dans lesquelles devaient s'appliquer les principes de stratégie royaliste définis par Maurras dans « Si le Coup de Force ». Et nous avons insisté sur le rôle déterminant que devaient tenir les « mass-media » dans toute propagande politique un tant soit peu crédible. Il nous faut voir maintenant pourquoi et comment les utiliser.

Lorsqu'on parle de mass-media on pense tout naturellement à la télévision. De fait, celle-ci est un des principaux moyens de communication de masse. Mais elle n'est pas le seul. Dans le domaine des moyens audiovisuels existent aussi la radio, le cinéma, la vidéo cassette, le théâtre populaire. Quant à la presse écrite, elle fait partie aussi des mass-media sous toutes ses formes : quotidiens, journaux politiques, revues de culture générale style *Esprit* ou *Table ronde*, hebdo locaux, journaux professionnels, de vulgarisation scientifique, historique ou ésotérique, journaux sportifs, publications semi-pornographiques. S'y ajoutent les multiples éditions de poche depuis « Le livre de Poche » jusqu'aux collections « Idées », « 10-18 », « Politique (Le Seuil) » et même jusqu'aux romans policiers et d'anticipation. Dans cette gamme très large de moyens, il convient donc de choisir ceux qui peuvent mieux servir à notre propagande car il ne s'agit pas de nous disperser compte tenu de l'ampleur encore limitée de nos possibilités.

LES MASS-MEDIA SONT-ILS SUBVERSIFS ?

Tout d'abord certains mass-media doivent être éliminés comme intrinsèquement contraires aux buts que nous cherchons à atteindre. Les romans de la Série Noire qui font appel dans un savant cocktail aux pulsions sexuelles et aux pulsions sadiques ne peuvent se transformer en véhicules de la pensée d'A.F. (1) pas plus que les journaux pornos. Dans ces deux cas, le moyen de communication a pour finalité d'ahurir, de décérébrer et de pourrir et il serait stupide de prétendre grâce à eux former des Français actifs destinés à lutter contre le désordre établi. Mais il serait non moins aberrant d'éliminer pour cette raison tous les mass-media en confondant leur nature propre et l'usage que l'on en fait actuellement. Prenons l'exemple de la télévision : Selon certains, elle serait profondément révolutionnaire dans la mesure où elle crée un univers artificiel et provoque une véritable accoutumance qui finit par abrutir et massifier les télé-spectateurs. N'est-ce pas prendre l'effet pour la cause ? N'est-ce pas le contenu des programmes qui est

en partie responsable de cet état de fait ? En outre, l'éclatement de toutes les cellules sociales, l'avènement des mégapoles qui détruisent toute cité organique et enferment l'homme dans sa solitude ne le conduisent-elles pas à s'absorber dans la télévision ou le journal à sensation comme uniques dérivatifs ? Si l'on admet les thèses des « téléphobes » la tribune de l'Histoire de notre ami Jean-François Chiappe est un dangereux instrument de pourrissement intellectuel au même titre que « Cinq colonnes à la une » ou les émissions de Jean-Christophe Averty ! Et en allant plus loin, on peut dire que l'Action Française, dans la mesure où elle est une société volontariste et contractuelle dont la structure peut se comparer aux sociétés de pensée du XVIII^e siècle, est fondamentalement perverse : elle prétend en effet assurer la régence du nationalisme et ramener la monarchie en se substituant provisoirement aux sociétés naturelles (familles, communautés locales et professionnelles) dominées, muselées et souvent anéanties par l'Etat démocratique. Il est d'ailleurs bien connu que Maurras, par ses méthodes de propagande s'est montré le digne ancêtre de ces nouveaux prêtres qui, en voulant copier les méthodes de l'ennemi se sont faits absorber par lui : n'a-t-il pas été le directeur d'un quotidien et l'auteur d'ouvrages qui les uns et les autres ont été imprimés, tout comme les écrits de Calvin et de Luther, tout comme l'Encyclopédie ? Cet abandon du parchemin médiéval non contaminé lui, par la Révolution a été bien entendu une trahison du combat contre-révolutionnaire. Ces conclusions, si déliantes soient-elles sont pourtant dans la ligne logique des pourfendeurs systématiques des mass-media.

Ceux-ci ne se rendent pas compte que dans la plupart des cas, les moyens de communication sont de simples techniques aussi dépourvues en elles-mêmes de signification politique que la machine à vapeur ou l'ordinateur.

LES VOIES POSSIBLES

Le travail que nous nous sommes efforcés de réaliser à Gien a donc consisté à classer les différents mass-media en fonction de leur

rapidité d'information, de leur impact sur le public, de leur effet multiplicateur (dans quelle mesure un individu touché par tel ou tel mass-media répercute-t-il autour de lui ce qu'il a entendu ?) enfin, de leur caractère plus ou moins accessible. Compte tenu de nos moyens, un certain nombre d'actions sont déjà possibles. Il nous faut entre autres liquider le mythe du mur du silence dressé tout autour de nous. Ces vingt dernières années, la prétendue conspiration du silence a été surtout le résultat de notre atonie et de notre manque d'imagination. Ainsi, partout où nos sections ont cherché à faire passer des communiqués dans la presse, elles ont en règle générale, atteint leur but. Cet effort sera systématisé à la rentrée. Mais il y a plus important : nous devons en permanence être présents dans la presse d'idées, même si elle est tenue par des groupes qui sont éloignés de nous. Gérard Leclerc a réussi déjà à inscrire plusieurs articles et Tribunes libres dans « Combat ». L'auteur de ces lignes est parvenu également à faire passer une « Tribune libre » dans « le Monde ». Dans ce domaine aussi, une action systématique et non sporadique doit être entreprise.

De même, nous devons tenter une percée en règle dans le domaine de l'édition. Un « Manifeste royaliste » verra cette année le jour. Il sera suivi d'autres ouvrages tel celui de Francis Bertin sur la décomposition du marxisme. Les deux opuscules « Mao Maurras » et « Politique au lycée » ne seront plus l'exception mais la règle.

La meilleure manière d'être crédible dans le monde de « l'intelligentsia » est encore de prendre le maximum de postes dans l'Université. Ceci est moins difficile qu'on ne le croit habituellement dans la mesure où la pagaille et la confusion qui règnent dans les conseils d'U.E.R. et d'universités permettent toutes les tentatives. A cet effet, un bureau d'orientation devrait s'efforcer de guider les jeunes étudiants indécis vers les carrières les plus rentables pour nous, enseignement en tête, et notamment enseignement supérieur (2).

De la même manière, l'A.F. a sa partie à jouer dans les maisons de jeunes et de la culture pour lesquelles des municipalités souvent de « centre-droit » font appel à des animateurs P.S.U. par suite de l'inexpérience de cadres contre-révolutionnaires.

Pour ce qui est de la télévisoin, si son intérêt est grand, il ne faut pas se cacher que la percée sera beaucoup plus difficile

par suite de la mainmise de la mafia gaullo-progressiste sur l'O.R.T.F. Il serait cependant inadmissible d'abandonner cette voie. Quelques exemples sont là pour nous montrer qu'il existe en ce domaine une porte étroite pour les contres-révolutionnaires.

Percer dans les mass-media n'est cependant pas suffisant. Encore faut-il apporter au public touché par eux, des thèmes susceptibles de le sensibiliser et de l'amener à faire la critique de la démocratie. Ce sujet a fait l'objet des travaux d'une commission de la session dont les conclusions ont été fort nettes : la critique des mécanismes institutionnels ne suffit pas ; nos campagnes doivent être moins abstraites et se pencher sur le « cadre de vie » démolé par la politique de l'Etat bureau-technocratique.

Entre autres, nous avons choisi de privilégier trois types de campagne : au niveau universitaire, la critique du contenu de l'enseignement, du système de la sélection par l'échec, de l'absence de politiques de débouchés ; au niveau de l'environnement, la dénonciation d'une politique d'urbanisme aberrante et des conséquences qu'elle entraîne sur le plan des transports et de la pollution ; au niveau européen le dépistage de toutes les mainmises du capital étranger sur notre industrie et notre agriculture avec les retombées qu'elles provoquent (chômage, exode de populations).

nous ne sommes pas de ceux qui promettons des miracles. L'année qui vient ne verra sans doute pas se réaliser la royalisation du pays et le coup de force se profiler à l'horizon. Du moins, l'Action Française, débarrassée de ses éléments sclérosés, devrait-elle redevenir ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : une force conquérante, attirant progressivement à elle les éléments les plus dynamiques du pays.

Arnaud FABRE.

(1) Encore que Pierre Nord ait réussi à atteindre les gros tirages en faisant des romans d'espionnage qui n'ont guère de rapport avec les techniques employées dans les « Série Noire » et contiennent un certain nombre de vérités salutaires.

(2) Par ailleurs, a été proposée la création d'un institut de recherches d'A.F. destiné à armer intellectuellement nos militants qui se spécialiseraient dans certaines disciplines (histoire, sociologie, lettres, sciences économiques, etc.).

ATTENTION

Effectuer tous vos règlements à l'un des C.C.P. suivants en précisant la nature du versement :

- **Nouvelle Action Française : Paris 642-31.**
- **A.F. Université : Paris 1918-59.**
- **Dossiers d'Action Française : Paris 1898-45.**

EN OCTOBRE NOTRE 1^{er} CONGRES ROYALISTE UNIVERSITAIRE

EN OCTOBRE, NOTRE PREMIER CONGRES ROYALISTE UNIVERSITAIRE

Comme nous l'avons déjà annoncé il y a quinze jours (N.A.F. n° 14 du 4 août 1971), notre premier Congrès royaliste universitaire se tiendra à Paris à la fin du mois d'octobre.

Quel est le but de ce Congrès ?

Il correspond à trois préoccupations majeures.

1. EXTENSION DE NOTRE ACTION UNIVERSITAIRE A L'ENSEMBLE DES UNIVERSITES DE PARIS ET DE PROVINCE.

Déjà un Secrétariat national universitaire permet de coordonner les travaux. En mai, un « Rassemblement étudiant » réunissait tous les délégués et jetait les bases du Congrès, étape essentielle de sensibilisation à la nécessité de donner une dimension nationale à notre combat universitaire.

2. EXPOSE DES TRAVAUX DE RECHERCHE SUR LE « MILIEU UNIVERSITAIRE ».

Une stratégie n'a de chances de réussite que si elle s'adapte correctement

au terrain. Qu'est-ce que le milieu universitaire en 1971 ? Quelle est la place que la société actuelle donne à l'étudiant ? Pour préciser les lignes de force de notre action, une étude descriptive des réalités universitaires s'avère nécessaire. Les travaux mis en route cet été révèlent l'importance d'une telle recherche qui se prolongera au-delà du Congrès pendant les années à venir.

3. DETERMINATION DES THEMES D'ACTION.

L'insertion de la contre-révolution dans la vie universitaire rend indispensable la définition de thèmes communs d'action. C'est à cette seule condition que s'accroîtra notre audience dans les universités.

La Nouvelle Action française présentera régulièrement à ses lecteurs les travaux préparatoires de ce Congrès.

Adresser toute correspondance concernant le Congrès au :

**SECRETIARIAT NATIONAL
UNIVERSITAIRE
NOUVELLE ACTION FRANÇAISE
17, rue des Petits-Champs
75 - PARIS (1^{er}).**

SERVICE LIBRAIRIE

Charles MAURRAS

Critique et poésie .. 22 F
Mes idées politiques 20 F

Marie-Madeleine MARTIN

Le Roi de France 15 F
Histoire de l'Unité
Française 14 F
Le Latin immortel ... 24 F

CAHIERS CHARLES MAURRAS

On nous prie d'annoncer la parution du numéro 38 des *Cahiers Charles Maurras*, édités par la SDEDOM, 13, rue Saint-Florentin - Paris (8^e) comprenant plusieurs textes de Maurras peu connus.

Une anthropolitique maurassienne ?

GÉRARD LECLERC.

UNIVERSALISME ET HUMANISME

L'Humanisme a mauvaise presse à droite. Il y a quelques mois, je me voyais reprocher une certaine propension à parler de l'homme avec un grand H, au nom de la priorité des intérêts de la collectivité. Un peu plus tard, un pamphlet anonyme dénonçait chez moi un universalisme confus. Mes deux contradicteurs se targuaient évidemment d'une parfaite orthodoxie maurassienne pour me reprocher une déviation gauchisante, car c'est bien connu, l'Humanisme, les grands principes et les grands sentiments sont à gauche ! De là à parler de progressisme, bientôt de gauchisme, le pas fut vite franchi. On m'habilla en mouniériste et on dénonça mon personnelisme chrétien...

Ces petites histoires personnelles ne présenteraient pas d'intérêt si elles n'illustraient une impuissance radicale à réfléchir aux fondements de la philosophie politique par delà quelques schémas simplistes. C'est presque un réflexe à droite, compréhensible dans une certaine mesure : tous les mots à majuscules y sont honnis. L'abus qu'en fit le Père Teilhard de Chardin pourrait expliquer cette phobie. Également la volonté de garder les pieds sur terre et de ne pas sombrer dans le vertige des idéologies. Comme on oppose les libertés concrètes à la Liberté majusculaire de la Révolution, on oppose les réalités concrètes aux «nuées». On se méfie par principe des abstractions.

Une telle attitude peut être un signe de santé pour l'intelligence, mais à la limite, elle peut servir également de masque à une totale carence intellectuelle, quand elle ne conduit pas à une étrange aberration à la mort de l'intelligence. C'est ainsi que l'on pouvait lire récemment dans une publication d'extrême droite ces propos ahurissants : «Nos adversaires visent toujours au général, et pour cette seule raison ils doivent s'évader de la réalité, car la nature ne connaît que le particulier. Elle ignore «l'arbre» mais connaît cet arbre qui pousse, cet autre qui végète et qui meurt. Les universalistes grâce aux facilités de langage, substantient n'importe quoi. Le droit n'est plus le code de la chose jugée, mais une notion absolue ; l'art ne reflète plus l'idéal d'un peuple, il «n'a pas de frontière». Les mêmes pitres disent «la musique est universelle» ou bien parlent de «civili-

sations humaines.» Le rédacteur de ce chef d'œuvre ne s'aperçoit même pas que ses propres paroles contredisent sa démonstration. S'il refuse toute notion général, si tout est particulier, pourquoi parler d'arbre, de cet arbre. Il faut dire : ceci pousse, ceci végète et meurt. Si tout est particulier, il n'a aucun droit à généraliser, il n'a pas le droit de parler d'un genre «arbre».

Ces propos stupides ne sont pas gratuits. Ils sont destinés à étayer une thèse : «Lorsque nous préférons l'Apollon du Belvédère aux visages distendus du Bouddha, nous nous référons à un profil de beauté qui trouve son origine dans une synthèse des caractéristiques de notre communauté.» Ainsi, nous n'admirons pas l'Apollon parce qu'il est beau, mais parce qu'il est grec... ou occidental... ou... indo-européen.

Ainsi donc, si la subversion selon nos bons jeunes gens si farouchement anti-gauchistes, se définit comme une volonté d'affirmer partout une «conscience universelle mythique». Au risque de leur faire quelque peine, nous leur répondrons qu'en ce cas le plus grand penseur subversif de notre temps a nom Charles Maurras : C'est pour eux, écrivait-il des Grecs, un jeu familier et délicieux que de passer en le sachant du même au même, du même à l'autre de l'autre au même encore. L'un est discerné. Ce qui n'est pas un, rapporté à l'Un.» Et le malheureux les louait de pratiquer ce jeu «délicieux» qui consiste à penser et donc de passer du sensible particulier à l'idée générale. Le même subversif osait également dire : «Ce que je loue n'est point les Grecs, mais l'ouvrage des Grecs et je loue non d'être Grec, mais d'être beau. Ce n'est point parce qu'elle est grecque que nous allons à la beauté, mais parce qu'elle est belle que nous courons à la Grèce.» Et pour clore le tout : «Il nous reste de la Grèce l'humanité. Oui : tout ce que les mœurs de nos arts et de notre esprit ont laissé survivre d'humain.»

La thèse de nos «empiristes logiciens» (c'est comme cela qu'ils se nomment) n'est pas neuve. Maurras le subversif l'avait déjà dénoncée dans le nationalisme allemand : «Avec l'Allemagne tout change : elle commence par dire moi et tout ce à quoi les autres peuples se subordon-

naient, beauté, civilisation, science ou religion, elle se les subordonne à elle.» Les pseudo«empiristes logiciens» procèdent de la même façon : la beauté de l'Apollon n'est pas une donnée qui s'impose au goût parce qu'elle est simplement belle, elle trouve son origine dans une synthèse de caractéristiques de notre communauté.» La beauté est donc subordonnée à un peuple, une race. Maurras aurait dénoncé là les germes de la pire des barbaries, la barbarie qui s'oppose à la Civilisation, à l'humanité.

N'en déplaise donc à certains, Maurras est un humaniste. Il n'a pas peur de parler de l'Humanité et de l'Homme avec un grand H. Ce n'est pas pour rien qu'il définit le nationalisme français comme ouvert à l'universel et comme sauvegarde des idées générales qu'élabora le genre humain au cours d'un mouvement civilisateur qui trouva ses formules les plus complètes dans le catholicisme romain.

Je ne connais pas d'entreprise plus aberrante que celle qui consiste à ramener l'œuvre du maître du nationalisme français aux dimensions d'un cours de droit constitutionnel. Plus aberrante me paraît encore la tentative qui consiste à faire du théoricien de l'empirisme organisateur une sorte d'Althusser de la réaction ayant réussi à fonder véritablement la science politique en réduisant tout à des structures. Un certain abus du mot «scientifique» m'a toujours à ce sujet paru suspect, car il me semblait précisément donner une idée fautive de l'empirisme organisateur dont les deux mots recèlent à la fois plus d'humilité et plus de condescendance à leur objet.

Maurras est avant tout un humaniste. Sa science de l'Homme, lui permet d'être l'initiateur de cette science ou de cette discipline : l'empirisme organisateur, la science politique. Car la science de l'Homme, l'Humanisme précèdent toutes les tentatives des sciences humaines. Ceux qui le nient n'ont rien compris à Maurras, et sont en tout cas les véritables subversifs. Subversifs et donc ennemis de l'intelligence, d'abord puisqu'ils se montrent nominalistes et subjectivistes. Ennemis également de la civilisation, car refusant d'admettre l'identité du genre humain et sa spécificité, ils nous menacent de la pire des barbaries. (à suivre.)